

**ARRÊTÉ DU MAIRE N°23U-2023**

**D'opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le Maire de la commune de SOUCIEU-EN-JARREST,

*Vu* la déclaration préalable présentée le 15 mars 2023 par Mme Martine PIEDALLU demeurant 8 rue des Roches à SOUCIEU-EN-JARREST enregistrée sous la référence DP 069 176 23 00025 ;

*Vu* les pièces complémentaires reçues le 27/03/2023 ;

*Vu* l'objet de la déclaration :

- Pour le remplacement des volets de la maison,
- Sur un terrain situé 8 rue des Roches à Soucieu-en-Jarrest,

*Vu* le code de l'urbanisme ;

*Vu* le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

*Considérant* que la maison se trouve en secteur « p » du PLU dans lequel le chapitre « Qualité urbaine » indique :

- « les teintes des menuiseries seront en harmonie avec les teintes des façades »
- « Les menuiseries présenteront les mêmes caractéristiques que celles du bâti ancien (aspect, couleur) »

*Considérant* d'autre part, l'avis défavorable de l'architecte conseil du CAUE en date du 22 mars 2023, qui préconise la mise en œuvre de teintes claires et éventuellement colorées, pour préserver la qualité de l'ensemble de la rue sans attirer l'attention sur une singularité ;

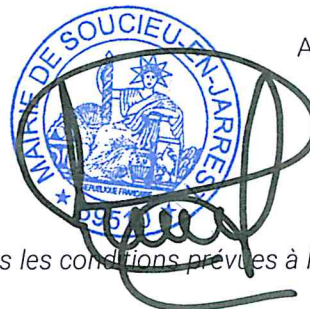
*Considérant* que la teinte bleu sablé 2700 choisie est une teinte foncée qui n'est ni en accord avec les recommandations du CAUE ni avec celles du PLU de la Commune ;

**ARRÊTE****Article unique**

Il est fait opposition à la déclaration préalable

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 11 avril 2023

Le Maire,  
Arnaud SAVOIE



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

Publié le : **12 AVR. 2023**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

En application du décret N°2004-112 du 12/02/2004, le pétitionnaire peut contester le refus de visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France auprès du Préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision. Le Préfet de région se prononce dans un délai de 3 mois après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites.